

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 17 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS REFRACTORY MINERALS

LD Guerphalès
22110 GLOMEL

Code AIOT : 0005502171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement IMERYS REFRACTORY MINERALS implanté LD Guerphalès 22110 GLOMEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS REFRACTORY MINERALS
- LD Guerphalès 22110 GLOMEL
- Code AIOT : 0005502171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Imerys Refractory Minerals Glomel est autorisée à exploiter une carrière d'andalousite au lieu-dit "Guerphalès" sur la commune de Glomel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
2	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
4	Stockage des déchets d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 5.2.3	/	Sans objet
5	Registre de suivi	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 5.2.7	/	Sans objet
6	Paysage	AP Complémentaire du 12/10/2020, article 12	/	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 1.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de la visite et des constats effectués sur les prescriptions inspectées, l'inspection n'a pas mis en évidence de non conformité à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets (AN2022)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant dispose de deux plans de gestion des déchets d'exploitation mis à jour en septembre 2018 dans lequel on retrouve les éléments de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets (AN2022)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore le plan de gestion des déchets pour la réduction, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets d'extraction, selon les modalités définies au présent article. Le plan de gestion des déchets est fondé sur la connaissance et la caractérisation des déchets, dans l'objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Caractérisation des déchets : L'ensemble des déchets fait l'objet d'une caractérisation, dont le contenu est fixé dans l'annexe I du présent arrêté, [...]</p> <p>Plan de gestion des déchets : L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la procédure d'échantillonnage [...];- la caractérisation des déchets [...];- une estimation des quantités totales de déchets d'extraction et de traitement [...];- la description des modes d'extraction et des procédés de traitement générant ces déchets ;- une analyse des solutions, [...];- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII point 1 du présent arrêté ;- une description des mesures techniques [...];- les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et celles prévues en vue de réduire la pollution de l'air et du sol pendant l'exploitation et après la fermeture ;- une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation de gestion de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance, tout au long de la vie de l'installation ;- une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique validant le choix d'emplacement des aires de stockage de déchets ;- le bilan hydrique prévu à l'article 24 du présent arrêté ;- le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture. <p>Le plan de gestion des déchets permet de déterminer si l'installation de gestion de déchets présente un risque majeur et doit à ce titre être classée en catégorie A au sens de l'annexe VII du présent arrêté.</p> <p>Le plan de gestion des déchets justifie les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux installations récentes de nature comparable.</p> <p>En matière d'impact, l'exploitant détermine dans le plan de gestion le caractère acidifiant des déchets et décrit les mesures prises pour la prévention du drainage acide, notamment dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence de sulfures métalliques dans les résidus et/ou stériles ;- exposition des sulfures aux eaux météoriques entraînant l'oxydation de ces derniers ;- constat de la formation d'un lixiviat acide ;- manque de minéraux capables de neutraliser l'acidité.
Constats : L'exploitant dispose de deux plans de gestion des déchets d'exploitation mis à jour en septembre 2018 dans lequel on retrouve les éléments de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage des déchets d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de stockage de déchets d'exploitation non inertes et de terres non polluées sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Aucun apport extérieur de déchets n'est autorisé. Le remblayage n'est autorisé qu'à partir des déchets d'exploitation et de traitement. Les déchets devront être déposés dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Pour les fosses en eau, une échelle limnimétrique doit être implantée dans la fosse en cours de remplissage afin de pouvoir vérifier en permanence la hauteur du niveau d'eau et une pompe de secours permettant d'évacuer les eaux ou boues liquides en excès afin de respecter la hauteur de garde mentionnée ci-après doit être disponible,- une clôture grillagée autour des bassins et des panneaux signalant les risques encourus (noyade, enlèvement,...) et l'interdiction de pénétrer doivent être mis en place,- Les apports de déchets dans les zones de stockage ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité des structures, notamment des digues (inter-fosses, ancienne digue,),- L'exploitant doit mettre en place des consignes d'exploitation, d'entretien et de surveillance des zones de stockage des déchets liquides et solides ainsi qu'un registre des travaux, des opérations d'exploitation, d'entretien et de surveillance pour chaque zone de stockage. La stabilité de la structure des digues et sa teneur en eau dans la partie basse de la structure doivent être contrôlées par sondages. De plus, un plan de surveillance doit être mis en place comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">- une inspection hebdomadaire comprenant les signes de déversement, d'infiltrations, la présence de taches humides sur les fronts de digues, le comportement des déchets (débit, densité)...- une revue annuelle [...]- un audit tous les 5 ans par un organisme extérieur portant au moins sur les éléments susmentionnés [...]- L'exploitant doit s'assurer, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.- Un bilan hydrique doit être réalisé [...] L'ensemble de ces éléments doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une sonde radar permet le suivi en continu de la hauteur des fosses en eau. Les zones à risques (noyade, enlèvement...) sont délimitées. Des visites hebdomadaires et mensuelles des zones de stockages sont réalisées. Un survol topographique par drone est réalisé tous les 3 mois. La dernière inspection périodique des ouvrages de stockage de stériles a été réalisée en 2017 par SLR Consulting. L'étude 2022 est en cours de finalisation par SRK Consulting. Elle s'inscrit dans un cadre plus global d'une étude géotechnique pour la planification de stockage des stériles prévue dans le dossier Fosse 4. Un suivi mensuel des eaux superficielles et souterraines est réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Registre de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 5.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre où sont indiqués : <ul style="list-style-type: none">- le volume des stériles secs mensuellement mis en place sur le SABES ;- le volume des boues rejetées mensuellement en fosse 1 puis dans la fosse 2 ;- la quantité mensuelle de produits neutralisants utilisée dans l'ensemble des stations de traitement ;- les résultats des analyses d'eau demandées à l'article 9.2.3 du présent arrêté ;- les résultats des contrôles réalisés par l'exploitant et mentionnés à l'article 9.2.4 du présent arrêté (surveillance du milieu récepteur). Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un registre informatique dans lequel les informations demandées sont présentes et tenues à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2020, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haies végétales, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.</p> <p>Fosse 3</p> <p>Les haies périphériques existantes non impactées par l'extension de la fosse 3 doivent être conservées au maximum. Des merlons plantés doivent être créés autour de la fosse 3 en limites Nord et Ouest ainsi qu'au Sud le long du ruisseau dérivé. Des haies bocagères sur talus doivent être créées au Nord du CR 24 pour compléter le maillage existant.</p> <p>Verse de Kerroué</p> <p>Pour la verse de Kerroué, un merlon entre celle-ci et la RD 85 doit être construit et planté sur sa façade Ouest. Le long de la RD 85, ce merlon doit être planté d'arbres tiges (hêtre commun, chêne pédonculé,...). En limite Sud de la verse, une haie bocagère doit être créée sur ces mêmes principes. Les espaces résiduels entre la verse, les boisements existants et la haie à créer doivent être boisés.</p> <p>Les merlons existants en périphérie du périmètre autorisé doivent être conservés.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment par le choix de couleurs sobres pour les bâtiments {installation de traitement}.</p> <p>Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.</p> <p>Afin d'intégrer la nouvelle verse Ouest ainsi que l'extension du SABES, l'exploitant mettra en place les mesures conformément à son dossier</p> <p>Verse Ouest</p> <p>Le mode opératoire pour la construction de la verse Ouest se base sur des paliers de 10 m de hauteur avec la conservation d'un redan plat (berme) de 2 m de large avant le palier suivant et une pente maximale de 26° sur l'horizontale.</p> <p>[...]</p> <p>SABES</p> <p>- Le SABES progressera vers l'Est à altitude maximale de 249 m NGF. Un recul de 20 m sera conservé entre le SABES dans sa dimension finale et la limite de l'extension sollicitée. Cette emprise sera mise à profit pour implanter une trame végétale haute et dense, qui masquera le SABES depuis le chemin rural dévié : plantation d'une bande boisée et d'une haie bocagère sur talus.</p> <p>Sentier de randonnée</p> <p>Le tracé du sentier de randonnée qui longe le secteur du projet au Nord-Est sera dévié en début de phase 1 pour contourner l'emprise de l'exploitation (modification du balisage). Puis, lors de la remise en état, il sera de nouveau dévié afin d'emprunter le sommet de la verse. Son tracé aura été anticipé par la création d'une rampe d'une largeur d'environ 1,5 m.</p> <p>Un belvédère pourra être aménagé le long du parcours, en surplomb de la carrière. L'exploitant aménagera le belvédère conformément aux dispositions prévues dans son dossier.</p>
<p>Constats : La verse de Kerroué est en cours de réhabilitation. Des plantations ont été réalisées en 2020, 2021 et 2022</p> <p>La création de la verse ouest a débuté en 2021 avec le décapage. En août 2022 le bâchage a été réalisé et la mise en place des déchets a débuté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 1.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES Avant le début des travaux d'extension, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet : <ul style="list-style-type: none">- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;- la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.
Constats : L'exploitant est à jour de ses garanties financières. Il a fourni un acte de cautionnement pour la période du 14/08/2018 au 02/08/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet